

Cahier des Clauses Techniques Communes – ANNEXE n° 04



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES



Secrétariat général pour l'administration

REGLES DE SITE DU 3^{ème} RIMA POUR LA REALISATION DE TRAVAUX PAR ENTREPRISES EXTERIEURES

SOMMAIRE

1.	HORAIRES DE TRAVAIL	3
2.	COORDINATION SPS - PLAN DE PREVENTION	3
3.	ACCES AU SITE	3
3.1.	CONTROLE ELEMENTAIRES	3
3.2.	ACCES	4
4.	DEMANDES D'INTERVENTION DI (EN CAS D'IMPACT DES TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS ET LES CONDITIONS D'USAGE COURANT DU 3^E RIMA)	4
5.	PERMIS FEU	4
5.1.	POUR LE CHANTIER CLOS ET INDEPENDANT	4
5.2.	POUR LE CHANTIER SOUS PLAN DE PREVENTION	5
6.	CONTRAINTES OPERATIONNELLES	5
7.	REGLEMENT INTERIEUR	5
7.1.	RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE	5
7.2.	DROITS, OBLIGATIONS ET INTERDICTIONS	5
7.2.1.	Contrôle des matériels	5
7.2.2.	Circulation sur le site	5
7.2.3.	Usage d'alcool ou de produits stupéfiants	5
7.2.4.	Usage du tabac	6
7.2.5.	Repas	6
7.2.6.	Danger grave et imminent	6
7.2.7.	Protection de l'environnement	6
7.3.	CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT OU DE SITUATION PARTICULIERE	6

Le quartier FOCH DELESTRAINT est classé « zone protégée »

La mesure principale étant « Dans une zone protégée la libre circulation est interdite », c'est-à-dire que toute personne admise dans l'enceinte doit être nommément identifiée et doit avoir reçu une autorisation de pénétrer de la part de l'autorité fonctionnelle.

La pénétration sans autorisation en zone protégée constitue un délit, prévu et réprimé par l'article 413-7 du code pénal ».

1. HORAIRES DE TRAVAIL

L'amplitude maximale des horaires d'ouverture est 7h30 - 17h30.

Au cas où une entreprise doit exceptionnellement travailler en dehors de ces heures, elle doit anticiper son besoin et faire la demande d'autorisation via le SID au moins une semaine à l'avance.

2. COORDINATION SPS - PLAN DE PREVENTION

Pour les chantiers SID clos et indépendants, la sécurité du périmètre chantier est assurée par le SID au travers d'une prestation de coordination SPS. Le hors périmètre chantier est géré par le 3^{ème} RIMa au travers la réalisation d'un plan de prévention à charge du 3^{ème} RIMa à partir des informations transmises par le SID.

3. ACCES AU SITE

3.1. Contrôle élémentaires

Toute personne désirant accéder au site doit faire l'objet d'un avis de visite préalable (pour une durée déterminée).

L'ensemble du personnel participant à l'opération fera l'objet d'un contrôle primaire (CPR). A cette fin, le formulaire de contrôle primaire « SOPHIA » sera à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité de l'ESID :

- En format PDF non-signé ;
- En version scan signé ;
- Copie recto-verso de la carte d'identité en cours ou Titre de séjour pour les personnes d'origine étrangère.

Avec le préavis suivant :

- 2 mois pour les personnes de nationalité française
- 3 mois pour les personnes de nationalité étrangère.

En conséquence, les entreprises établissent et fournissent au maitre d'œuvre, en complément des formulaires « SOPHIA » une liste nominative, avec biодatas, des personnels appelés à travailler sur le site pour transmission au service général du 3^{ème} RIMa.

Nota :

Cette liste nominative comporte également, pour chaque personne, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation ;

Les travailleurs intérimaires éventuels feront l'objet de la même procédure. Ils seront obligatoirement accueillis à l'entrée par le titulaire. Ils auront été informés avant le début des opérations des mesures de sécurité à respecter sur le chantier.

3.2. Accès

Le personnel devra obligatoirement présenter une carte d'identité ou un passeport à son arrivée au poste de garde.

L'accès au site sera conditionné à la perception d'un badge délivré après contrôle et validation de ces listes par le régiment. Le port apparent du badge est obligatoire (sauf dispositions contraires explicitement prévues par des consignes spécifiques). En cas de perte un compte rendu immédiat, au responsable de la sécurité du site, est obligatoire.

Le (ou les) entreprise (s) extérieures (s) sont informées que les formalités d'accès au site (perception de badges d'entrée au poste de sécurité, en échange de cartes d'identité) peuvent prendre du temps en fonction de l'affluence aux heures de pointe (jusqu'à 20 à 30 minutes).

Seuls les véhicules d'entreprises seront autorisés à rentrer sur le site

4. DEMANDES D'INTERVENTION DI (EN CAS D'IMPACT DES TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS ET LES CONDITIONS D'USAGE COURANT DU 3^E RIMA)

Les DI doivent être émises par les entreprises au moins une semaine à l'avance afin que leur acceptation soit effective au plus tard 48H avant le début des travaux.

Ces DI doivent être renseignées le plus précisément possible afin que les actions afférentes puissent être identifiées et programmées de façon exhaustive, notamment lorsqu'elles nécessitent des prestations de gardiennage particulières, de coupures d'énergie (consignation) et/ou de fluides.

Nota :

Les DI doivent être indicées afin d'éviter toute ambiguïté

5. PERMIS FEU

Tous travaux par points chauds (meulage / piquage /.) doivent faire l'objet de demande de Permis Feu. Une copie des documents sera systématiquement envoyée à l'officier Incendie, au chef du service générale.

5.1. Pour le chantier clos et indépendant

L'établissement d'un permis feu est obligatoire dès qu'une intervention au chalumeau ou au poste à souder est envisagée sur le chantier. Ce permis est à établir pour chaque entreprise qu'elle soit le mandataire ou le sous-traitant (validité : 1 semaine). Le permis sera donc établi conjointement avec maître d'œuvre ou son représentant chaque semaine au cours de la réunion de chantier selon le besoin (le chantier étant clos

et indépendant l'officier incendie et le chargé de prévention du site seront sollicités, s'ils le souhaitent, pour participer à l'élaboration du document).

5.2. Pour le chantier sous plan de prévention

Idem si dessus avec un permis établi avec le chargé de prévention du site au cours de la réunion de chantier selon le besoin.

6. CONTRAINTES OPÉRATIONNELLES

Les calendriers de chantier peuvent être modifiés en cours d'exécution par la nécessité opérationnelle des activités du 3^{ème} RIMa.

7. REGLEMENT INTERIEUR

Les entreprises qui travaillent sur le site doivent appliquer les consignes du règlement intérieur du 3^{ème} RIMa (règles générales et permanentes relatives à la discipline et à la sécurité).

7.1. Respect des consignes de sécurité

Toute personne présente sur site doit avoir pris connaissance des consignes de sécurité (incendie, utilisation d'un moyen, etc.) qui sont affichées dans les bâtiments ou sur les postes de travail, ou qui lui ont été directement communiquées et avoir conscience de la gravité des conséquences possibles de leur non-respect.

7.2. Droits, Obligations et Interdictions

7.2.1. Contrôle des matériels

A l'initiative ou sous couvert de la direction ou de l'officier de sécurité de site, les personnels chargés du contrôle des accès sont habilités à effectuer des examens inopinés des mouvements de matériels. Dans les strictes limites de l'enceinte et en présence du conducteur, ils peuvent procéder à des visites de véhicules, de même qu'à des ouvertures de sacs, paquets ou colis détenus par les personnels lors de leur passage au poste d'accueil.

Toute personne présente sur site ou empruntant le passage du poste d'accueil est tenue d'accepter l'exécution de ces contrôles.

7.2.2. Circulation sur le site

Les entreprises respecteront le règlement intérieur du site à savoir :

- le plan de circulation avec cheminement, vitesse, etc. (Cf. annexe) ;
- Les déplacements du personnel seront limités aux zones concernées par les travaux, en aucun cas le personnel n'est autorisé à circuler dans le quartier sans autorisation.

7.2.3. Usage d'alcool ou de produits stupéfiants

Il est interdit :

- de faire usage ou de distribuer des stupéfiants ou des boissons alcoolisées sur le site ;
- d'être en état d'ébriété ou sous l'emprise de la drogue sur le site.

7.2.4. Usage du tabac

Il est interdit de fumer dans les locaux clos et couverts affectés à un usage collectif ou individuel.

7.2.5. Repas

Les personnels peuvent accéder aux prestations du restaurant du site (repas payant). L'accès au restaurant est normalement possible de 11h30 à 13h00 du lundi au vendredi. A l'occasion d'événements spécifiques, le comité de direction du restaurant peut prescrire une autre plage.

Il est obligatoire de se rendre au restaurant du site en tenue propre et correcte.

7.2.6. Danger grave et imminent

Tout salarié qui a un motif raisonnable de penser qu'une situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ou pour la vie ou la santé d'autrui, possède un droit de retrait et doit en avvertir immédiatement sa hiérarchie en donnant toutes les informations qu'il détient concernant l'importance et l'imminence de ce danger.

7.2.7. Protection de l'environnement

Toute personne doit, dans l'exercice de ses activités, respecter les exigences relatives à la protection de l'environnement et avoir, au sein du site, un comportement citoyen et écoresponsable.

7.3. Conduite à tenir en cas d'accident ou de situation particulière

L'entreprise est informée que les services de secours à appeler en cas d'accident sont les suivants :

- Le SAMU (15)
- Les pompiers (18)

Ainsi, seuls les organismes civils sont à contacter, aucun secours ne pouvant être effectué par les instances militaires en place.

Nota :

En cas d'accident, le poste de sécurité sera systématiquement informé.

